



n°23, mars 2010

Jean-François Bayart

Directeur de recherche au CNRS (SciencesPo-CERI)

Les très fâché(e)s des études postcoloniales

Dans les années 1990 se produisait à Brazzaville un groupe musical, les Très Fâchés. Suspicieuse, la Sécurité le convoqua pour savoir contre qui ils étaient fâchés. « Mais enfin, contre l'impérialisme ! », répondirent-ils. Aujourd'hui, les tenants français des études postcoloniales semblent eux aussi très fâchés, si l'on en juge par la lecture d'un livre récent, *Ruptures postcoloniales. Les nouveaux visages de la société française*, sous la direction de Nicolas Bancel, Françoise Bernault, Pascal Blanchard *et al.* (Paris, La Découverte, 2010, cité *infra* comme *Rp*). Mais l'objet de leur colère est quelque peu incertain bien qu'ils le désignent nommément – Romain Bertrand, le FASOPO, votre serviteur –, ou parfois plus elliptiquement – « nos collègues de la rue Monsieur-le-Prince » (?) ; « deux universitaires spécialistes des questions migratoires, dont l'un vient de publier un ouvrage aux éditions Belin et est intervenu aux rencontres du CERI sur les “postcoloniales en débat” en avril 2010¹ ».

La polémique fait partie des répertoires universitaires légitimes, et il serait aussi stupide que discourtois de s'en formaliser. Encore faut-il qu'elle demeure raisonnée et qu'elle ne repose pas sur des procès d'intention ou des amalgames injustifiés. J'ai pour hygiène mentale de ne pas répondre aux injures, surtout lorsqu'elles émanent d'ami(e)s. Je m'en tiendrai donc au débat

¹ Après une enquête approfondie, je crois pouvoir signaler qu'il s'agit de Sylvain Laurens, dont la présence a en effet été signalée le 14 avril 2010 au 56 de la rue Jacob et qui est l'auteur de l'excellent *Une politisation feutrée. Les hauts fonctionnaires et l'immigration en France*, Paris, Belin, 2010 :

http://www.ceri-sciencespo.com/reunion_affiche.php?id=49 et, pour l'enregistrement de ce débat :

<http://www.ceri-sciences-po.org/cerifr/kiosque.php#1>

L'intéressé dément néanmoins être un morceau de Camille Trabendi, auteur « fictif » de la revue *Agone* dont les directeurs de *Ruptures postcoloniales* n'apprécient manifestement pas la prose (*op. cit.*, p. 16, note 17) :

<http://blog.agone.org/post/2010/05/18/Postcolonial-Business-1>

intellectuel en m'efforçant de cacher mon amusement lorsqu'il est affirmé qu'« aucun équivalent aux *postcolonial studies*, appliqué à l'histoire des métropoles, n'existe en France. C'est une histoire qui n'a pas voix au chapitre » (*Rp*, pp. 16-17). Les directeurs de ce volume n'ont-ils pas d'ores et déjà publié plusieurs titres chez des éditeurs très en vue de la place de Paris ? Leurs analyses ne sont-elles pas généreusement relayées par différents journaux ou magazines et sur les ondes de *France Culture* ? Dans le monde universitaire français, il est des auteurs plus malheureux ! J'ai le sentiment d'entendre à nouveau Alain Finkielkraut se plaignant il y a quelques années d'être persécuté par les médias français quand ses propos intempestifs sur les banlieues provoquèrent une bronca...

La plus grosse erreur factuelle que comportent les attaques de *Ruptures postcoloniales*² est d'assimiler la réfutation des *postcolonial studies* au refus de la « révolution épistémique » à laquelle en appelait Dipesh Chakrabarty ou, pis, à la défense obsidionale de la nation française. Pour ce qui me concerne, je trouve cette accusation déplacée compte tenu de mes prises de position régulières, et des torrents de boue qu'elles me valent de la part de l'extrême droite ou de la droite souverainiste³. Il est d'ailleurs assez significatif qu'Achille Mbembe et moi-même ayons réagi immédiatement de façon convergente après le discours de Nicolas Sarkozy à Dakar, en juillet 2007, sans nous être concertés⁴. Mon classement, par Florence Bernault, parmi les « nouveaux Darwin » de la République (*Rp*, pp. 171 et suiv.), qui ont mal et peur à leur « identité nationale » (« Il ne s'agit pas seulement de parler boutique ou de débattre concepts, mais de sauver la peau du pays », p. 171), me laisse donc pantois. Celle-ci est d'ailleurs bien en

² Ou, diront leurs auteurs, leurs contre-attaques, tant ils sont persuadés que ceux qui les critiquent contestent la « légitimité » même des études postcoloniales, voire leur droit à s'exprimer (*Rp*, p. 34, note 48), faute d'admettre une autre règle de l'hygiène universitaire, celle de l'usage public de la raison, cet art bourgeois de l'*Öffentlichkeit*.

³ Sans remonter à *La Politique africaine de François Mitterrand* (Paris, Karthala, 1984) ou à ma dénonciation, depuis les années 1980, de la politique d'immigration de la droite et de la gauche, de l'implication française dans le génocide des Tutsi rwandais ou de l'ordre national-libéral, j'invite mes contempteurs à (re)lire, entre autres, mon article « Obscénité franco-tchadienne » dans *Le Monde* du 13 février 2008, ou les textes suivants :

http://www.lemonde.fr/politique/article/2009/11/06/jean-francois-bayart-il-n-y-a-pas-d-identite-francaise_1263548_823448.html

<http://www.fasopo.org/reasopo/n15/chronique.pdf>

http://www.fasopo.org/reasopo/n7/societespolitiquescomparees7_chronique.pdf

<http://www.fasopo.org/reasopo/n4/alterecoavril.pdf>

Je les invite aussi à prendre connaissance de mon dernier ouvrage, *L'Islam républicain. Ankara, Téhéran, Dakar* (Paris, Albin Michel, 2010), dont la conclusion devrait combler les auteurs de *Ruptures postcoloniales* bien que j'y parvienne par les chemins de la sociologie historique du politique plutôt que par ceux des *cultural studies* :

<http://www.albin-michel.fr/fiche.php?EAN=9782226187260>

<http://www.mediapart.fr/club/blog/jean-francois-bayart/180510/lislam-est-il-soluble-dans-la-republique>

Et à nouveau la violence des réactions que suscitent mes analyses ne me situe pas clairement dans le camp des « national-républicains » :

<http://www.mediapart.fr/club/blog/jean-francois-bayart/180510/lislam-est-il-soluble-dans-la-republique>

http://www.lemonde.fr/politique/article/2009/11/06/jean-francois-bayart-il-n-y-a-pas-d-identite-francaise_1263548_823448.html

⁴ Voir mon « Y a pas rupture, Patron ! », in J.-P. Chrétien (dir.), *L'Afrique de Sarkozy. Un déni d'histoire*, Paris, Karthala, 2008, pp. 31-34, et dans le même volume le chapitre beaucoup plus élaboré d'Achille Mbembe.

peine de citer une seule de mes lignes pour étayer son glissement de mes travaux à ceux de Bertrand Badie, Dominique Schnapper, Jean-Pierre Rioux ou Jean-Loup Amselle auxquels elle se réfère, pour lesquels je puis avoir du respect professionnel, mais avec lesquels mes divergences théoriques sont de notoriété publique. Pour qui connaît le débat en sciences sociales, l'amalgame est surréaliste.

Can the postcolonial studies speak ? And hear?

Plus fondamentalement, Florence Bernault, que j'ai connue décidément mieux inspirée dans ses remarquables recherches d'historienne de l'Afrique centrale, occulte mes écrits précédents, dans lesquels j'ai développé des points convergents avec quelques-unes des préoccupations des études postcoloniales, quand elle ne commet pas des contresens à leur propos. Ainsi, le thème de la « banalité », par lequel j'entamais *L'Etat en Afrique. La politique du ventre* (Paris, Fayard, 1989) et qui sonna à l'époque comme une provocation, entendait précisément rejeter toute appréhension tropicale des sociétés africaines, les considérer en tant que sociétés « comme les autres » dont la seule singularité était celle de leur historicité propre, et refuser de les conjuguer sur le mode d'une « altérité » radicale. Ce en quoi les auteurs de l'introduction aux *Ruptures postcoloniales* sont en parfait accord avec moi (voir, par exemple, p. 17). Par ailleurs, Florence Bernault rattache curieusement la notion de « banalité », cet « outil forgé à la fin des années 1970 par Jean-François Bayart comme instrument des sociétés politiques africaines », à mon appréciation des études postcoloniales⁵. On aura compris que ces deux banalités n'ont rien à voir l'une avec l'autre.

De même, le thème de l'hybridation, cher aux *postcolonial studies*, est omniprésent dans mes écrits depuis les années 1980 – singulièrement dans *L'Illusion identitaire* (Paris, Fayard, 1996) –, ce qui n'a rien pour surprendre car nos références théoriques sont souvent communes, à commencer par ce que l'on a appelé la *French Theory* et l'anthropologie postmoderne. Les auteurs de l'introduction de *Ruptures postcoloniales* écrivent également que, « si on n'en finit jamais avec la négociation de l'identité politique, la question fondamentale n'est pas celle de l'alternative entre l'universel abstrait et le particularisme » (p. 33). Dans ce même livre, qui récusait les concepts d'identité et de culture, j'affirmais que « l'universalité équivaut à la réinvention de la différence », et qu'« il n'est nul besoin de faire de celle-ci le préalable de celle-là » : « L'alternative n'est pas entre l'universalisme par uniformisation, au

⁵ « Les grotesques réduits à néant, une conclusion solaire s'élève : sous l'apparente innovation des *postcolonial studies*, celles-ci sont d'une consternante *banalité* [note 14 : Outil forgé à la fin des années 1970, etc.] ».

mépris de la diversité des “cultures”, et le relativisme par exacerbation des singularités “culturelles”, au prix de quelques valeurs fondamentales » (*L'Illusion identitaire*, p. 243). Il est aussi frappant que les directeurs de *Ruptures postcoloniales* citent le même texte de Foucault, sur l'*Aufklärung*, que moi-même lorsque je donnais, toujours dans *L'Illusion identitaire*, la définition de la « modernité » (respectivement p. 29 et pp. 240-241 de nos deux ouvrages.).

Je pourrais multiplier les exemples de conclusions ou d'hypothèses que je partage avec les *postcolonial studies* (ou l'anthropologie postmoderne) depuis trente ans, pour les avoir lues et avoir dialogué avec certains de leurs représentants. Je m'interroge donc sur le mauvais procès qui m'est fait, peut-être en méconnaissance de cause dès lors que *Le Gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation* (Paris, Fayard, 2004), tout comme *L'Illusion identitaire*, pourtant tous deux disponibles en anglais, semblent ignorés par ma très fâchée collègue. Leur lecture (ou peut-être leur relecture) lui aurait au demeurant évité de croire que je pense être le fondateur de la « sociologie historique du politique » (*Rp*, p. 165, notamment note 24) – je ne cesse de citer Tocqueville, Marx, Max Weber, Gramsci, Edward P. Thompson, Barrington Moore, Richard Bendix, Perry Anderson, et n'ai jamais prétendu inventer quoi que ce soit ! Ou encore d'écrire : « Et comme la sociologie historique du politique se concentre malgré ses dénégations sur la gouvernance, les institutions et les groupes sociaux “porteurs des transmissions hégémoniques”⁶ (lire les dominants), nous ne sommes pas sortis de l'auberge des préjugés régaliens » (*Rp*, p. 173). Comme si je n'avais jamais développé la problématique du « politique par le bas » entre 1979 et 1983, concomitamment avec les *subaltern studies* et la *microstoria*, et dans la continuité de l'histoire *from below* de *Past and Present* mais aussi et surtout de *l'écriture de l'histoire* d'un Michel de Certeau et des œuvres de Michel Foucault, Gilles Deleuze et Paul Veyne. Comme si je ne l'avais pas prolongée par l'approche de l'énonciation du politique, à partir de 1984. Comme si je n'avais pas repris au début des années 1990 la distinction de Bruce Berman et John Lonsdale entre la construction et la formation de l'Etat, lancinante dans mes écrits. Comme si je n'avais pas de l'Etat une définition gramscienne en termes d'Etat intégral, et non pas institutionnelle et normative, en tant que « grand fétiche des penseurs politiques français » (*Rp*, p. 176). Comme si mon objet de prédilection n'était pas, depuis mon premier livre, *L'Etat au Cameroun* (Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1979), la « recherche hégémonique » que je me suis efforcé de saisir à travers les pratiques de la culture matérielle et ses techniques du corps, dans mes livres personnels et dans un ouvrage co-dirigé avec Jean-Pierre Warnier, *Matière à politique. Le pouvoir, les corps et les choses* (Paris, Karthala, 2004).

⁶ Sic ! Romain Bertrand et moi-même parlons en fait de « transactions hégémoniques impériales » : une affaire de négociation, précisément, y compris identitaire.

Enfin, pour qui a lu ces pages, il est faux de soutenir que la recherche française s'est refusée à penser l'Etat colonial – toujours au sens gramscien du concept – et la réverbération de celui-ci au sein des métropoles⁷. De même, Florence Bernault eût été avisée de consulter l'*Etat colonial, noblesse et nationalisme à Java. La Tradition parfaite* (Paris, Karthala, 2005 – un livre de 800 pages) de Romain Bertrand, dont elle a cherché « en vain » la contribution dans le numéro « L'Etat colonial » qu'il a co-dirigé dans *Politix* (*Rp*, p. 165, note 22). Certes, on ne peut pas tout lire, faute de temps. Mais l'ignorance relative, malheureusement inévitable dans notre métier, n'autorise pas la méchanceté inutile.

Aussi mon propos critique sur les *postcolonial studies* reste-t-il entier. Non que je les ignore. Elles se veulent « concept circulant » (*Rp*, p. 34), mais je ne fais pas partie des gens qui disent : « Circulez, y a rien à voir ! » Néanmoins, je persiste et re-signe ce que j'avais dit lors du colloque organisé au CERI par Marie-Claude Smouts, les 4 et 5 mai 2006 : « Du point de vue des sciences sociales, les études postcoloniales sont à la fois utiles, superflues, assez pauvrement heuristiques et politiquement dangereuses⁸. » Pour préparer une session des *London Debates*, à la School of Advanced Studies, à laquelle je devais participer les 14 et 15 mai, session consacrée à ce thème, j'ai relu *Les Etudes postcoloniales, un carnaval académique* (Paris, Karthala, 2010, cité *infra* comme *Ep*) que j'avais publié deux mois auparavant et dont la version initiale a suscité le courroux des directeurs de *Ruptures postcoloniales*. Pour tout dire, j'ai trouvé mon essai fort modéré, et je n'en retirerai pas une ligne, pas plus d'ailleurs qu'à ma communication orale lors du colloque du CERI (le texte publié en est une transcription écrite, d'où son ton enlevé). Et je m'étonne que ce qui est possible à Londres – à savoir une discussion raisonnée et calme avec des adeptes des *postcolonial studies*, comme celle dont je viens d'avoir l'expérience – ne le soit pas à Paris.

Je m'étonne plus encore que les directeurs de *Ruptures postcoloniales*, prompts à me traîner dans la fange de ma social-traîtrise, ait accepté le chapitre d'Anne McClintock⁹. En effet, ce texte exprime exactement la même position que la mienne sans encourir leurs foudres (*Rp*, pp. 96-104) : « Une part des études postcoloniales s'est érigée contre la notion impériale de temps linéaire. Pourtant, tout comme l'exposition, le terme postcolonial est hanté par la figure même du développement linéaire qu'il entend exorciser » (p. 102) ; « La scène postcoloniale ne se déploie qu'au prix d'une suspension hypnotique de l'histoire, comme si les événements

⁷ Cf. par exemple le chapitre 4 du *Gouvernement du monde*, ou encore le chapitre 7 de *L'Etat en Afrique*, voire la dernière partie de *La Politique africaine de François Mitterrand*.

⁸ In M.-C. Smouts (dir.), *La Situation postcoloniale. Les postcolonial studies dans le débat français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 269.

⁹ Anne McClintock est notamment l'auteur de *Imperial Leather. Race, Gender and Sexuality in the Colonial Context*, New York, Routledge, 1995.

historiques définitifs avaient précédé notre époque et n'étaient plus en train de se faire. Si la théorie promet un décentrage de l'histoire par hybridité, le syncrétisme, la multidimensionnalité du temps et ainsi de suite, la singularité du terme opère un recentrage de l'histoire globale autour de la seule rubrique du temps européen. Le colonialisme revient au moment même de sa disparition » (p. 102) ; « Le préfixe “post” enferme aussi les cultures dans un temps prépositionnel, quand bien même elles se situeraient au-delà du colonialisme. Le terme confère au colonialisme le prestige de l'histoire proprement dite ; le colonialisme devient ainsi le marqueur déterminant de l'histoire [...]. En d'autres termes, les multiples cultures de ce monde se caractérisent non pas, positivement, par ce qui les distingue, mais par la relation subordonnée et rétrospective qu'elles entretiennent avec le temps linéaire européen. Le terme dénote aussi une certaine réticence à renoncer au privilège qui permet d'appréhender le monde à travers le prisme d'une abstraction isolée et a-historique. En parcourant la récente moisson d'articles et de livres consacrés au postcolonialisme, on est frappé par le fait que le terme est rarement employé pour faire référence à une multiplicité » (p. 103) ; « De façon plus problématique, la rupture historique suggérée par le préfixe “post” dément à la fois les continuités et les discontinuités qui ont donné forme aux héritages des empires coloniaux européens et britannique (sans parler des puissances impériales islamiques, japonaise, chinoise, et d'autres encore). Au même moment, les différences politiques *entre* les cultures se trouvent subordonnées à la distance temporelle qui les sépare du colonialisme européen » (p. 103) ; « Peut-on dire d'une façon sensée ou théoriquement rigoureuse que la plupart des pays de la planète partagent un passé commun, ou une unique condition commune, que l'on appellerait la condition postcoloniale ou la postcolonialité ? L'histoire plurielle de la colonisation de l'Afrique est aussi, dans une large mesure, l'histoire des multiples collisions entre les empires européens et arabes, et la myriade d'Etats dynastiques et de cultures africaines. Est-ce que l'on comprend mieux ces pays en disant qu'ils ont été exclusivement formés par l'expérience “commune” de la colonisation européenne ? De fait, bien qu'elles aient été profondément transformées par la colonisation, de nombreuses cultures d'Afrique, d'Amérique du Sud, des Caraïbes ou d'Asie n'ont pas nécessairement pour principale préoccupation leur contact antérieur avec le colonialisme européen » (p. 103) ; « Mes perplexités ne portent donc pas tant sur la substance de la théorie postcoloniale que je trouve en grande partie admirable, que sur l'orientation de la discipline en cours de formation ainsi que sur les théories et les transformations concomitantes de l'enseignement, structurées autour d'un terme monolithique et singulier, utilisé de façon a-historique et hanté par une image du progrès linéaire héritée du XIX^e siècle » (pp. 103-104).

Il faudra que l'on m'explique pourquoi les mêmes auteurs qui ont accepté ces lignes dans leur ouvrage s'indignent de celles que j'ai écrites dans *Les Etudes postcoloniales, un carnaval académique* ! Est-ce le titre qui les a blessés, la métaphore du carnaval, la remarque selon laquelle les *postcolonial studies* participent « à la reproduction de l'hégémonie coloniale, en particulier à celle des catégories identitaires nées de celle-ci, [...] non sans les inverser, naturellement » (*Ep*, p. 66), et apparaissent comme « un moment de défoulement qui ne met nullement en danger l'ascendant de l'utilitarisme triomphant du *rational choice* dans l'Université américaine ou nord-atlantique » (*Ep*, p. 67) ? Mais Anne McClintock livre la même observation : « L'impérialisme s'est développé comme un projet contradictoire et ambigu, déterminé tant par les tensions au sein de la politique métropolitaine et les conflits internes aux administrations coloniales – au mieux, une série d'épisodes *ad hoc* et opportunistes – que par les différentes cultures et les contextes dans lesquels les colonisateurs faisaient irruption, et les réactions et les résistances contrastées qu'ils suscitaient. Je doute par conséquent que les binômes établis – colonisateurs/colonisés, soi/autre, domination/résistance, métropole/colonie, colonial/postcolonial – soient à même de rendre compte des héritages tenaces de l'impérialisme, sans même parler d'offrir des stratégies de résistance. Historiquement dérivés du manichéisme métaphysique des Lumières – impériales elles-mêmes –, ces binômes risquent de simplement inverser, plutôt que de renverser, les formes dominantes du pouvoir » (p. 104, souligné par moi-même).

Toute vérité ne serait-elle pas bonne à dire en français ? Les subalternes doivent-ils, pour ce faire, et la rendre légitime, emprunter le truchement de la langue du nouvel *imperium* intellectuel ? Et l'arrogance culturelle que leur prêtent certains des auteurs de *Ruptures postcoloniales* n'est-elle pas le signe irréversible de l'insolence de l'indigène, fût-il nouveau ? Je crains que le cas des *postcolonial studies* ne sorte aggravé, dans mon esprit, et celui de quelques autres, de ce paradoxe.

La difficulté de l'échange avec ce courant est qu'il se prétend tout et son contraire. Quand il s'agit de morigéner, il se présente au singulier. Quand il est soumis à l'exercice ordinaire de la critique scientifique, il se défile au pluriel. Ce qui donne des sentences de ce genre : « On le voit, la pensée postcoloniale est une pensée à multiples entrées » (*Rp*, p. 21, souligné par moi). Que l'on en finisse ! Oui ou non, les études postcoloniales existent-elles ? *Can the postcolonial studies speak* ? Si oui, qu'elles répondent autrement que par des invectives aux objections qu'on leur fait !

De la prédication en milieu autiste

Mais l'autisme demande une patience infinie. Continuons d'argumenter. Le problème vient sans doute de la pluralité des registres sur lesquels se situent les zélotes de la secte. Les études postcoloniales procèdent pour une partie d'entre elles des études littéraires. Sur ce point, j'avoue mon incompetence, ce qui ne m'empêche pas d'être un grand lecteur et admirateur de romans relevant de cette sensibilité, notamment de langue anglaise. Il est assez normal que les auteurs participant de ce courant privilégient le texte, et assez normal aussi que les sociologues du politique ne s'en satisfassent pas, eux qui ont pour objet les pratiques. Ensuite, les études postcoloniales se réclament d'un humanisme critique dont je notais dans mon essai qu'il « est tonique, mais hors propos dans un premier temps » (*Ep*, p. 38), celui des sciences sociales qui constituaient mon aune. Le Achille Mbembe seconde manière nous en offre à nouveau une belle illustration dans le chapitre 22 de *Ruptures postcoloniales* (et dans son chapitre 15, reprise d'un texte plus ancien) en nous invitant à reconnaître l'« impensé de la race ». Je n'ai jamais caché mes propres affinités avec cette radicalité philosophique. Après tout, n'ai-je pas été le premier éditeur de son *De la postcolonie*, paru en France dans la collection « Les Afriques », dont j'étais alors le directeur, un an avant l'édition américaine ? Je fais par exemple partie des Français qui se sont félicités du mouvement social des banlieues de novembre 2005 car je ne vois pas pourquoi l'on refuserait aux jeunes qui s'estiment bafoués dans leur dignité civique les mêmes moyens de protestation que l'on admet de la part des paysans ou des pêcheurs du « corps traditionnel français », comme dit le sénateur Longuet. Sauf à commettre de gros contresens, les tenants des études postcoloniales ne devraient pas occulter cette ligne de convergence, pour dérangeante qu'elle soit à leurs yeux (et à leurs prémisses)¹⁰. Et ils doivent se résigner à cette idée qu'ils n'ont pas le monopole de la radicalité ni celui de l'ambition d'une nécessaire révolution épistémique, dont mon seul regret est qu'ils ne l'aient pas mieux portée, jusqu'à preuve du contraire. Enfin, intervient le plan des sciences sociales sur lequel j'ai exprimé mes réserves, du point de vue de cette approche très « banale », chère Florence, de la sociologie historique du politique. Ici, les malentendus sont sans doute d'ordre disciplinaire. La plupart des tenants des études postcoloniales proviennent soit des études littéraires, soit de l'histoire, et ne sont pas forcément familiers des concepts de ladite sociologie historique du politique à travers lesquels je m'exprime¹¹.

¹⁰ Ainsi, je suis sur bien des points en accord avec Didier et Eric Fassin (dir.), *De la question sociale à la question raciale. Représenter la société française*, Paris, La Découverte, 2006.

¹¹ Ainsi, la définition de l'intellectuel organique chez Gramsci que proposent les auteurs de l'introduction de *Ruptures postcoloniales* (p. 29) est spacieuse : « Le rôle de l'intellectuel organique est de donner un sens commun aux expériences et "sentis" fragmentés des dominés. » Nous verrons *infra* que la colère de Florence Bernault à mon

J'en donnerai un exemple. Eric Fassin, américaniste de renom et vieux complice, me reprochait amicalement l'expression « émois banlieusards » que j'utilise en introduction de mon essai *Les Etudes postcoloniales, un carnaval académique*, et qu'il jugeait condescendante. Que nenni, lui répliqué-je. Il s'agit d'un clin d'œil à la formule de l'Ancien Régime, les « émois frumentaires », qui désignaient ce que l'on appellerait aujourd'hui les émeutes de la faim, et à l'élaboration du concept d'économie morale qu'ils ont inspiré au grand historien de la formation de la classe ouvrière anglaise, E. P. Thompson, l'une des références des *subaltern studies*. Autrement dit, j'entendais donner à ce mouvement social de novembre 2005 ses lettres de noblesse, d'une part, scientifiques, de l'autre, politiques, en l'arrachant aux interprétations polémiques et sécuritaires qui le disqualifiaient et en l'inscrivant dans le double narratif de l'historiographie marxiste et de l'histoire nationale française. Des malentendus de cet ordre sont inévitables entre nous tous, venus d'horizons différents, et il n'est point besoin de monter aux rideaux toutes griffes dehors pour les dissiper.

Plus largement, les différences dans la réception des études postcoloniales en France et au Royaume-Uni – lorsqu'elles existent : les mêmes critiques s'entendent sur les deux rives du Channel (ou de l'océan Atlantique) – trouvent une bonne part de leur explication dans l'historicité des sociétés et de leurs champs universitaires respectifs. On sait la place des *cultural studies* et l'influence outre-manche de E. P. Thompson, qui a réintroduit la sphère des pratiques culturelles, en particulier religieuses, dans l'analyse des rapports sociaux de production¹². Leur impact a été moindre en France, même si Richard Hoggart y a été traduit – beaucoup plus tôt que E. P. Thompson – et si Georges Balandier a semé dans le débat anthropologique de l'hexagone les graines de l'école de Manchester en fournissant au fond, dans sa *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, une superbe illustration de l'*agency* des sociétés colonisées. En revanche, une réflexion critique parallèle ou convergente y a été menée, d'une part, dans une perspective néo-althusserienne, par Nicos Poulantzas, de l'autre, par Bourdieu, Foucault et Certeau. La réception différenciée des *postcolonial studies* dans les deux pays est tributaire de leurs traditions intellectuelles respectives. Il n'y a pas de quoi fouetter un chat, fût-il colonisé ou postcolonial.

Cette réception différenciée est aussi tributaire de la configuration historique et des politiques en matière d'immigration de la Grande-Bretagne et de la France. En simplifiant à gros traits – et l'on sait combien cette distinction est à peu près aussi contestable que l'opposition canonique entre l'*Indirect Rule* et l'administration directe que l'on prête aux deux

égard provient en partie de son incompréhension de la sociologie politique des lignes de continuité, dont il ne s'agit pas de nier la place dans l'historicité des sociétés, mais qui ne relève pas de la « détermination » pour la simple raison qu'elle ne participe pas de l'ordre de la causalité.

¹² Voir par exemple A. Mattelart et E. Neveu, *Introduction aux Cultural Studies*, Paris, La Découverte, 2003.

empires –, le modèle du multiculturalisme britannique est autre que celui de l'intégration à la française. Soit ou peut-être. Mais surtout, me semble-t-il, la séparation des cultes et de l'Etat, en 1905, est une singularité française dont nous devrions doublement tenir compte du point de vue qui nous occupe. En premier lieu, elle a contribué à « indigéniser » les indigènes puisqu'elle ne s'est pas appliquée aux colonies, et notamment pas en Algérie, où a été explorée une forme néo-ottomane de subordination de l'islam à l'Etat. En second lieu, elle disqualifie, oblitère ou occulte, éventuellement de manière autoritaire comme on le voit aujourd'hui avec les projets de loi sur la burqa, l'un des modes de présence sociale des originaires des anciennes colonies.

Par ailleurs, les anciens dominions, en particulier l'Australie, et l'Inde, sous-puissance colonisatrice autant que société colonisée¹³, ont été les premières matrices des *postcolonial studies* dans le domaine des études littéraires ou de l'histoire. Or, l'on ne trouve pas, dans l'Empire colonial français, l'équivalent de ce genre de possessions. Quelle que fût leur importance dans les itinéraires professionnels des administrateurs des colonies ou dans le recrutement de cadres impériaux indigènes, pas plus l'Algérie que le Sénégal ou le Dahomey n'ont tenu une place similaire dans l'architecture globale de l'Empire de rose colorié. De même, un Aimé Césaire choisit la « départementalisation » plutôt que l'indépendance, laquelle fut parfois imposée à des leaders nationalistes qui n'en voulaient pas et deviendront les hérauts de la « Françafrique », à l'instar d'un Félix Houphouët-Boigny ou d'un Léon Mba. Enfin, le vrai ressort de l'impérialisme britannique a été financier et libéral¹⁴ – une orientation sur laquelle les *postcolonial studies* sont d'ailleurs taciturnes et qui, en tout état de cause, est moins prégnante dans le cas français, quels que fussent les beaux succès de la Banque de l'Indochine et de la Banque ottomane.

Plutôt que de raisonner de manière abstraite et normative sur la propension de nos différents pays à endosser ou à délaissé les études postcoloniales, mieux vaudrait s'interroger sur les conditions historiques concrètes de leur circulation, puisque circulantes elles se veulent. Il me sera ici permis de déplorer à nouveau qu'elles renoncent en France à l'ambition initiale des *subaltern studies*, « sauver l'histoire de la nation » selon le beau titre de Prasenjit Duara¹⁵, en tournant à un discours morose de la République sur elle-même. La lecture de *Ruptures postcoloniales* ne me permet pas de lever cette objection.

Elle ne me permet pas non plus d'être certain que mes critiques saisissent bien ce que j'ai écrit. Ainsi, Florence Bernault croit me piéger dans une contradiction à laquelle me

¹³ Voir T. R. Metcalf, *Imperial Connections. India in the Indian Ocean Arena, 1860-1920*, Berkeley, University of California Press, 2007, et ma recension : <http://www.fasopo.org/reasopo/n1/metcalfcr.pdf>

¹⁴ P. J. Cain et A. G. Hopkins, *British Imperialism*, Londres, Longman, 2001.

¹⁵ P. Duara, *Rescuing History from the Nation. Questioning Narratives of Modern China*, Chicago, University of Chicago Press, 1995.

condamnerait ma volonté sournoise de « brouiller l'hypothèse des héritages coloniaux » (*Rp*, p. 169). Tout d'abord, je le répète, elle a tort de penser que je mésestime la part du legs dans les métropoles, dont traitait le chapitre 4 du *Gouvernement du monde* (*Rp*, p. 170, notamment note 39). Simplement, le rapport du FASOPO – très modeste société savante et subsidiaire, transformée pour la circonstance en hydre universitaire, à la grande stupeur de son président ! – sur lequel elle s'appuie pour étayer son affirmation avait pour objet explicite le legs dans les sociétés anciennement colonisées. C'est ce qui s'appelle construire son objet. Ensuite, mon propos n'a jamais été de nier le legs colonial, mais d'en comprendre l'historicité, et notamment l'historicité de sa reproduction en identifiant les répertoires du politique qu'il a engendrés, en démêlant les modes de leur énonciation, en identifiant leurs groupes porteurs. Tout cela dans les termes, d'une part, de la sociologie wébérienne, de l'autre, de ma problématique de l'énonciation du politique. Que l'on me permette de me citer puisque je semble avoir été lu trop rapidement : « Le cheminement du moment colonial à l'Etat contemporain est celui d'un engendrement contingent. Poser alors l'hypothèse de la continuité de l'un à l'autre ne revient pas à se condamner à la valider. L'enchaînement supposé, la concaténation du colonial au postcolonial procéderait moins de la nécessité de la causalité que du hasard des pratiques sociales et de leur ambivalence, ou de l'arbitraire des contextes historiques. Et, dans les faits, toute continuité est tissée de discontinuités, comme nous l'avons souvent écrit¹⁶. »

Libre à Florence Bernault de penser tout le mal qu'elle veut de cette « pointilleuse mécanique théorique », de ce « laborieux réhabillage lexical ». Libre à elle de ne lui trouver aucun avantage comparatif par rapport aux « avancées empiriques des nouvelles études coloniales et postcoloniales » (*Rp*, pp. 168-169, note 34). Mais, outre qu'elle devra en convaincre Anne McClintock, cela ne devrait pas l'autoriser à parler de « tactiques de dissolution » (*Rp*, p. 168), de n'y voir que le « reflet d'un vieil inconscient scientifique colonial et ethnocentrique » (*Rp*, p. 170), de se gausser d'un « véritable tissu de contradictions » (*Rp*, p. 169) qui n'existe que dans son esprit, faute de comprendre quelques-uns des impératifs de la méthode de la sociologie historique du politique. Peut-on identifier les acteurs qui assurent la transmission du legs colonial ? Quelle est la traçabilité de celui-ci, si l'on peut dire ? Quel sens donner à cette expression ? Quel est le contexte historique dans lequel s'énonce ce legs ? En bref, quelles sont les « relations génétiques concrètes qui revêtent inévitablement un caractère individuel propre » (Max Weber) et que ne permet pas de subsumer la notion générique de la postcolonialité ? C'est bien dans cette acception que j'ai utilisé le concept de trajectoire du politique dans *L'Etat en Afrique* et parlé à ce sujet de la longue durée de la « politique du

¹⁶ J.-F. Bayart, « Les chemins de traverse de l'hégémonie coloniale en Afrique de l'Ouest francophone : anciens esclaves, anciens combattants, nouveaux musulmans », *Politique africaine*, 105, mars 2007, p. 206.

ventre », dont le rappel par Florence Bernault ne contredit en rien ma critique des études postcoloniales, contrairement à ce qu'elle assure (*Rp*, p. 167).

Notre objectif doit être de comprendre l'« événement », et non l'« essence », du postcolonial : « Dès lors que le moment colonial est historique, il habite la conscience de ceux qui lui ont survécu ou sont nés après qu'il se fut évanoui, mais le rapport que ceux-ci entretiennent avec lui est de l'ordre de l'énonciation, non de la détermination » (*Ep*, p. 98). Mais j'aggrave mon cas puisque, une fois de plus, je fais preuve d'arrogance et de provincialisme en citant Gilles Deleuze.

Dans l'état actuel de mes réflexions, je ne suis pas en mesure de dire mieux que ce que j'ai déjà écrit, ce qu'a publié Romain Bertrand sur le sujet, ou ce qu'ont proposé d'autres collègues travaillant sur ces questions en historiens ou en sociologues, les uns pris à parti, les autres ignorés par les co-auteurs de *Ruptures postcoloniales*. La vraie césure entre ceux-ci et moi-même a trait à la façon d'appréhender l'historicité des sociétés. Ils croient à leur cohérence, à la détermination, à l'effectivité des textes. Je pense que les sociétés ressortissent du régime d'incomplétude et d'ambivalence, que la contingence est reine en histoire, que les pratiques sont souveraines. Ces différends pourraient être paisibles. Le fait est qu'ils ne le sont pas et que depuis quelques années les chercheurs n'épousant pas la doxa des *postcolonial studies* sont immédiatement soupçonnés d'être des suppôts de l'identité nationale, ou d'« avoir peur » pour la République, pour leur propre suprématie intellectuelle, pour leur confort épistémique. Ayant témoigné en justice contre Charles Pasqua, je puis dire sans forfanterie, en ayant en tête le titre d'un roman de Niccolò Ammaniti que m'a précisément fait lire Romain Bertrand : « Je n'ai pas peur ! *Io non ho paura*. » Je n'ai pas peur, je n'ai pas mal à la France, mais face au dogme je suis sceptique parce que je suis payé par le contribuable pour le rester. Pécheur incurable, je n'irai pas aux vêpres.